

## **Arrêté municipal autorisant l'installation d'un échafaudage**

Le Maire de la Commune de MONTAGNAC,  
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2212-1 et L.2212-2 ;  
Vu le Code de la voirie routière, notamment ses articles L.113-2, L.141-2, R.1169-2 et R.141-14 ;  
Vu le nouveau Code pénal, notamment ses articles 131-13 et R. 610-5 ;  
Vu la requête en date du 09/05/2018 par laquelle Monsieur ABELLAN Alexandre, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public, pour permettre la pose d'échafaudage, à son domicile sis n°95 Avenue Pierre Azéma, le vendredi 11 mai 2018 et le lundi 14 mai de 8h à 17h, pour les travaux suivants : réparation de balcon.

**Considérant l'objet de la demande,**  
**Arrête :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** Le pétitionnaire est autorisé à échafauder, comme indiqué dans sa demande, à charge par lui de se conformer aux dispositions et aux conditions spéciales suivantes : la libre circulation des piétons en sécurité sur le trottoir sera impérativement maintenue ou à défaut devra être aménagée à la charge du pétitionnaire ou de son entrepreneur, un cheminement de remplacement sécurisé.  
Toutes précautions seront prises pour éviter les accidents ;  
L'autorisation accordée sera révoquée à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige ou si le pétitionnaire ne se conforme pas aux indications qui lui auront été imposées ;  
Le pétitionnaire restera responsable de tous accidents pouvant résulter de l'exécution de son travail ;  
Le pétitionnaire devra aviser la Police Municipale, au moins 48 heures avant le commencement des travaux ;  
La durée des travaux ne pourra excéder 1 jour consécutif et, à l'expiration de ce délai, la voie publique devra entièrement être débarrassée de tout dépôt.

**ARTICLE 2** Droits de voirie : néant

**ARTICLE 3**

L'autorisation d'occupation du domaine public accordée par la présente ne doit pas être à l'origine d'une quelconque détérioration de la voie publique et de ses annexes.

En cas de dégradation, si dans un délai de 5 jours après la fin des travaux par le pétitionnaire ou son entrepreneur, la réfection totale de la chaussée et du trottoir n'est pas faite ou non terminée, il sera procédé, après une mise en demeure, aux réfections nécessaires, par les Services Techniques de la ville, aux frais du pétitionnaire et suivant les tarifs en vigueur.

**ARTICLE 4**

La présente autorisation n'est valable que pour la durée indiquée Article 1 et sera périmée de plein droit si le bénéficiaire n'en a pas usé avant l'expiration du délai.

Fait à Montagnac  
Le 09/05/2018  
P/O **Le Maire**  
Philippe AUDOUI  
Maire Adjoint

